



SNUDI.FO

**Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs
et professeurs des écoles de l'enseignement public
Force Ouvrière**

Le SNUDI FO alerte Rentrée 2011 : la situation se dégrade encore.

De février à juillet se sont multipliés les grèves, manifestations, rassemblements et délégations aux IA, aux rectorats pour obtenir les classes, les postes de RASED, de remplaçants, faire annuler des projets de fusion d'écoles... A l'initiative de Force Ouvrière des dizaines de délégations se sont rassemblées au ministère le 30 mars et le 4 mai pour obtenir satisfaction. Aucune école n'a renoncé.

Ce n'est pas aux salariés de payer la dette

Le 24 août le gouvernement a annoncé son plan d'austérité qui s'ajoute aux restrictions budgétaires déjà programmées, dont les 16 000 suppressions de postes en cette rentrée.

Avant même la prérentrée, nouvelle offensive contre les postes et le statut des ouvertures de classes annoncées sont annulées

A la Réunion, où la rentrée a eu lieu le 17 août, le recteur informe l'école élémentaire de St Pierre que la 10^{ème} classe annoncée fin juin est retirée. Il propose que le ZIL rattaché à l'école prenne 25 élèves et assure l'enseignement pour l'année sans que la classe ne soit officiellement ouverte.

L'école devrait se débrouiller avec les élèves inscrits et les moyens du bord dans la plus complète autonomie. Immédiatement, le SNUDI FO a proposé la tenue de l'AG avec les parents pour le maintien de la classe.

Le 31 août, cinq écoles de la Réunion se sont rendues avec FO chez le recteur pour exiger l'ouverture d'une classe dans chacune. Le recteur restitue deux classes en expliquant : « *Ce sont des ouvertures à crédit* » car tous les moyens donnés par le ministre sont déjà épuisés.

En Seine St Denis, un IEN informe le 29 août qu'une ouverture prononcée en juin dans une école de Bobigny est annulée. A Paris, 39 élèves orientés en CLIS par la MDPH sont sans place. A 48h de la rentrée, l'IA ne donne aucune garantie de pouvoir répondre aux 200 demandes d'AVS-i enregistrées depuis le 22 juin.

Des milliers d'EVS non reconduits

Après le licenciement de 14 000 CUI, le ministre dans une note interne du 4 juillet indique qu'aucun EVS aide-administrative aux directeurs ne sera attribué ou restitué malgré les promesses faites en juin.

Nos garanties statutaires sont bafouées

Un recteur veut transformer les remplaçants en « personnels ressource » pour suivre les stagiaires, au mépris de leurs missions statutaires. Réaction immédiate des collègues qui refusent et interviennent avec le SNUDI-FO.

Comment s'étonner dans une telle situation de plusieurs cas de suicide cet été. Ainsi une PE stagiaire de l'Isère confrontée à la pression incessante, au manque de formation et d'encadrement a mis fin à ces jours le 11 août. Combien en faudra-t-il pour que le ministre prenne la mesure de la situation ? FO saisit le CCHS pour qu'une enquête soit faite.

La rentrée n'est pas faite : FO a déposé un préavis à partir du 5 septembre

Le SNUDI-FO, avec la FNEC-FP-FO, invite ses sections à prendre toutes les initiatives : assemblée générale, rassemblement, délégation et intervention à tous les niveaux pour aller chercher, y compris par la grève, les postes et faire respecter les garanties statutaires.

- **Les postes doivent être restitués, annulation des 16 000 suppressions de postes**
- **Respect des notifications MDPH**
- **Les 14 000 CUI doivent être réemployés, aucun EVS au chômage**
- **Abandon de la mastérisation, respect de nos garanties statutaires**

Montreuil le 1^{er} septembre 2011